



Atrium Tsampelios
Pavillon Fauteux, 57, Louis Pasteur
Université d’Ottawa
11 mai 2007

Allocution principale : « Maman, est-ce qu’on arrive bientôt? »

Professeure Lorna Turnbull
Faculté de droit
Université du Manitoba

Mesdames et messieurs, il me fait grand plaisir d’être ici ce soir pour vous parler d’un sujet qui me tient à cœur et qui, j’en suis certaine, vous tiens à cœur aussi. De plus, il me fait plaisir d’être ici à l’Université d’Ottawa, où j’ai fait mes études en droit, pour vous parler d’un sujet étroitement lié aux lois de notre pays, mais dont on ne parle pas assez souvent “en public”. Je veux vous parler du long trajet vers l’égalité des femmes, un trajet au cours duquel nous nous retrouvons toutes à poser la question que nous posent si souvent nos enfants: Maman, est-ce qu’on arrive bientôt?

Lorsque j’ai commencé l’école de droit à la fin des années 80s, j’étais très naïve, comme tous les jeunes de 20 ans. Je pensais que, même si j’allais à l’école de droit pour acquérir des outils pour changer le monde, pour ce qui était des droits des femmes, la plupart des luttes les plus difficiles avaient déjà été gagnées (ou presque) par mes consœurs avant moi. J’ai réalisé assez vite combien j’avais tort. Durant ma deuxième année, j’ai découvert la décision *Bliss*. Vous savez, celle de 1979 qui dit que la discrimination contre les personnes enceintes n’est pas de la discrimination fondée sur le sexe puisque la loi traite les femmes enceintes différemment juste parce qu’elles sont enceintes et non pas parce qu’elles sont des femmes! Il était encore plus choquant pour moi de constater qu’en 1988 la Cour d’appel du Manitoba continuait à raisonner de la même façon. En 1989, au moment où je terminais l’école de droit, la Cour suprême du Canada a finalement corrigé la situation à travers la décision *Brooks*. La Cour a affirmé qu’il était évident que la discrimination contre les femmes enceintes constituait de la discrimination fondée sur le sexe. Elle a aussi fait la déclaration suivante : « Il semble aller de soi que celles qui donnent naissance à des enfants et favorisent ainsi l’ensemble de la société ne devraient pas en subir un désavantage économique ou social ». Je répète : un désavantage économique ou social! La Cour affirmait qu’ « il est injuste d’imposer tous les coûts de la grossesse à une seule moitié de la population ». J’étais presque certaine à ce moment-là que nous étions arrivées à destination.

J’ai donc commencé mes études supérieures en droit en pensant que tout ce que j’avais à faire était de documenter les succès du mouvement féministe dans la réalisation de l’égalité des femmes. Peut-être que j’exagère un peu mais je n’avais vraiment pas



compris les dynamiques de la domination masculine. C’est au cours de mes recherches empiriques que j’ai pu identifier les moyens quotidiens mis en œuvre pour maintenir les femmes en position subordonnée. La naissance de trois enfants en quatre ans a précipité ma compréhension du problème (en anglais, on dit “Mother Zone”, d’après le livre de Marni Jackson). Mes enfants sont maintenant âgés de 14, 12 et presque 10 ans et malgré que plusieurs aspects des politiques et lois touchant la vie quotidienne des mères aient changé, je trouve que les philosophies et théories qui décrivent leur place et leur rôle dans notre société n’ont pas vraiment évolué.

Permettez-moi de vous raconter quelques anecdotes pour illustrer le fait que les discours et les théories concernant les femmes et le travail de mère demeurent les mêmes. Ce sont des histoires de famille. En janvier, cette année, ma grand-mère Jenny Thorburn est décédée à l’âge de 96 ans. Lors de ses funérailles, on a lu le passage suivant de la Bible (je vous assure que ce n’est pas dans mes habitudes de citer la Bible dans un discours comme celui-ci et je vous en donne donc une version très abrégée!) :

¹⁰ Qui peut trouver une femme vertueuse?
Elle a bien plus de valeur que les perles.
²⁸ Ses fils se lèvent, et la disent heureuse;
Son mari se lève, et lui donne des louanges:
(Proverbes 31:10&28, Bible Louis Segond)

Comme le ministre l’a dit lors des funérailles, « [d]ans notre monde obsédé par le prestige et la célébrité, où le fait d’être femme est apprécié selon des critères très superficiels, les qualités que l’auteur des Proverbes fait ressortir peuvent nous paraître au mieux, désuètes et vieillottes, et au pire, horriblement patriarcales». Mais elles décrivent pourtant si bien ma mamie qui était loin d’être une pauvre épouse opprimée, forcée à se soumettre dans sa propre maison, mais plutôt une femme aux merveilleuses qualités de force, d’intégrité, aux habiletés et ressources inépuisables, dans le contexte des normes sociales de son temps bien sûr. Elle est née à Vale of Leven en Écosse en 1910, enfant du milieu d’une famille de sept enfants. Comme c’était le cas de la plupart des filles de sa génération, lorsqu’elle a terminé son éducation primaire et secondaire, elle est allée travailler dans une maison appelée Kenmuir. C’est à ce moment-là qu’elle a rencontré mon grand-père, Bob Thorburn. Ils se sont installés à Rosneath, alors que mon grand-père travaillait au chantier maritime Silver et, au cours des années suivantes, ils ont eu leurs trois enfants, incluant ma mère, Kate. Mamie s’est dévouée à diriger sa maison, s’occupant de son mari et élevant ses trois filles. Sa famille était toujours bien nourrie, avait de bonnes manières et faisait bonne figure. Sa maison était bien tenue malgré les guerres et la dépression.

Le rôle et la place de mamie étaient clairs et non contestés et, à plusieurs égards, son travail était beaucoup plus visible que le même type de travail aujourd’hui. Beaucoup des tâches qu’elle accomplissait alors, sans l’aide de plusieurs appareils et services qui sont maintenant accessibles, sont encore nécessaires aujourd’hui. Prenons par exemple le fait de s’occuper et d’éduquer des enfants, de cuisiner, de nettoyer, d’épargner et de gérer



l’argent. Ces tâches sont maintenant souvent accomplies par des femmes qui font aussi du travail payant. Les mères qui travaillent à temps plein passent au moins 30 heures par semaine à s’occuper de leurs enfants (et un quart d’entre elles réussissent même à y consacrer 60 heures!). Au contraire, les pères qui sont employés à temps plein passent moins de 14 heures par semaine à s’occuper de leurs enfants. Ma mamie faisait aussi tout ce travail dans une communauté de femmes qui travaillaient toutes aux mêmes tâches et qui s’entraidaient l’une l’autre dans leurs efforts. Cependant, elle n’avait pas la liberté d’imaginer son propre parcours, loin de sa famille et de sa communauté, et elle n’avait certainement pas les moyens d’entreprendre ce genre de mode de vie. Elle était complètement dépendante de mon grand-père économiquement.

La situation de ma mère était beaucoup moins claire. Elle se trouvait prise entre le modèle de sa mère et le modèle d’indépendance qu’on attend des femmes de ma génération. Ma mère a reçu une formation de sage-femme et d’infirmière en Écosse, même que ses parents l’encourageaient à devenir médecin. Quand elle a immigré au Canada, elle a commencé à travailler pour deux obstétriciens. Mon père ne voulait pas qu’elle garde cet emploi car il craignait que les gens croient qu’il ne gagnait pas assez d’argent. Ma mère a quitté son poste à ma naissance (il n’y avait ni de congé, ni prestation de maternité en 1963). Et c’est seulement lorsque j’ai eu 12 ans qu’elle a repris un emploi, cette fois-ci comme technicienne de sonographie obstétrique, alors que cette technologie était toute nouvelle. Elle adorait son travail mais, quatre ans plus tard, mon père annonçait que nous déménagions à Genève, en Suisse, pour qu’il occupe un poste à l’ONU. Ma mère a donc quitté son emploi. Une fois rendue en Suisse, non seulement elle ne parlait pas français, mais elle n’avait pas le droit de travailler à l’extérieur de la maison en vertu du droit suisse.

Trois ans plus tard, après 23 ans de mariage, mes parents se sont divorcés et ma mère fut obligée de retourner au Canada. Elle n’avait pas de statut légal en Suisse puisqu’elle n’était plus mariée. Elle avait 46 ans, très peu d’argent, et elle a eu de la difficulté à trouver un poste similaire à celui qu’elle avait avant de partir pour la Suisse. Elle a donc travaillé comme aidante pour les personnes âgées ou handicapées. Elle a aussi commencé à faire le maximum permis de contributions au Régime de pension du Canada. Elle a même continué à travailler toute au long de sa soixantaine pour maximiser les prestations auxquelles elle allait avoir droit après 70 ans. Pendant la période où elle vivait seule, son revenu était modeste et elle avait donc droit au crédit pour la TPS et à d’autres déductions d’impôt. Mais après son second mariage à 61 ans elle s’est rendu compte qu’elle n’avait plus droit aux programmes de soutien aux personnes à faible revenu parce qu’elle faisait maintenant partie d’un ménage dont le revenu était plus élevé. Elle fera sans doute face au même problème concernant sa pension de vieillesse. De plus, les nouvelles politiques du gouvernement Harper sur le partage du revenu qui réduisent, bien sûr, le taux d’imposition du ménage, n’assure pas à ma mère l’accès au pouvoir économique que représentent ces fonds supplémentaires. Donc ma mère, qui se retrouve maintenant assez pauvre dans sa vieillesse, cherche quand même, au cours de son deuxième mariage, à garder son indépendance économique, aussi minime qu’elle soit! Mais les politiques de



l’état, comme celles dont on parlait cet après-midi, la rendent dépendante, peut-être pas autant que ma grand-mère, mais presque.

Alors il n’est peut-être pas surprenant que j’aie voulu choisir un parcours différent. Je savais que les femmes gagnaient moins que les hommes et que notre lien au marché du travail était moins stable à cause du phénomène de ghettoïsation du travail et de la précarité des emplois. Je savais que les femmes avaient des pensions beaucoup moins élevées que les hommes, voire même inexistantes, et que plus du tiers des femmes se retrouvaient sous le seuil de la pauvreté après la rupture de leur relation de couple. Je ne voulais pas me retrouver comme ma mère, en position de dépendance économique, et plus tard, dans la pauvreté. Je voulais une carrière et une famille, le classique de la « super femme ». Dès que ma première fille est née, j’ai commencé à voir les choses différemment. Je voulais devenir mère à temps plein mais j’avais peur de ma vulnérabilité. J’avais peur d’être dépendante et impuissante en ce moment, et pauvre durant ma vieillesse. En plus, j’aimais mon travail et, comme j’avais finalement réalisé que toutes les luttes n’étaient pas gagnées, je croyais pouvoir contribuer à y arriver. J’ai eu beaucoup de support de mon conjoint et père de mes enfants qui voulait s’impliquer et qui a partagé le fardeau tout le long, et surtout lorsque nous sommes déménagés à Winnipeg où il en a assumé la plus grande part. Lorsque nous avons fondé notre famille, le congé et les prestations de maternité existaient mais, parce que j’étais étudiante et travailleuse autonome, nous n’y avons pas eu droit. Rendue à mon troisième enfant, j’avais trouvé la façon de structurer mes contrats à l’université pour être admissible à un minimum de prestations. Même si mon statut économique est beaucoup mieux que celui de ma grand-mère et de ma mère, ma famille a tout de même ressenti l’impact du fait de s’occuper de nos enfants. Je n’ai pas eu mon premier vrai emploi avant l’âge de 38 ans et la carrière de mon conjoint a été bousculée parce qu’il m’a suivi à Winnipeg pour mon emploi.

Alors à quoi peut-on s’attendre pour nos enfants? Nos enfants représentent l’avenir de notre société. Comment vont-ils trouver leur place dans le monde? Est-ce qu’ils voudront avoir des enfants si le prix à payé est si élevé? Ma fille de 14 ans rêve de poursuivre des carrières qui varient d’esthéticienne à anthropologue, en passant par banquier d’affaires. Elle reconnaît déjà que son choix de carrière aura une influence sur ses choix comme parent. Ma fille de 12 ans dit qu’elle a beaucoup appris de son père, qui a été le parent au foyer pendant les derniers six ans. Elle trouve que sa présence à la maison est très importante pour elle et elle s’amuse à observer les réactions des gens qui trouvent que c’est bizarre que ce soit un “papa au foyer”. Mon fils dit qu’il veut être un papa quand il sera grand. Il veut être quelqu’un qui écoute ses enfants, qui leur donne à manger, qui nettoie les dégâts, qui raconte des histoires, qui prend soin des bobos, bref, quelqu’un qui est là quand on en a besoin. N’est-ce pas ce qu’on veut pour tous les enfants, pas juste les miens qui vivent dans une famille où nous avons (plus ou moins) les moyens de l’offrir, mais pour tous les enfants, quelles que soient les conditions économiques de leurs parents et même si ce ne sont pas les parents qui s’occupent d’eux à toute heure du jour?



Même si beaucoup de choses ont changé depuis que ma mamie a eu son premier enfant, il y a 70 ans, une chose n’a pas changé et n’aura toujours pas changé lorsque mes filles seront en âge de pouvoir devenir mères: les enfants ont besoin qu’on s’occupe d’eux. Et pour l’instant, ceux qui s’en occupent, que ce soit des mères, pères, travailleuses en garderie ou autres, se retrouvent à *subir un désavantage économique ou social*, contrairement à ce qui était promis dans la décision *Brooks*.

Les lois et les politiques sociales contribuent à l’inégalité des mères et des aides familiaux parce que beaucoup du *travail réel* de mère est invisible et n’est donc pas valorisé. Même à l’heure actuelle, les femmes avec des enfants ont un revenu moyen, pour l’ensemble de leur vie, beaucoup moins élevé que les femmes sans enfants (jusqu’à 60% de moins que celles-ci) et, bien sûr, moins élevé que les hommes. Certaines études suggèrent que ce montant peut atteindre un million de dollars sur la période de la vie d’une mère. Les obstacles auxquels toutes les mères sont confrontées se font encore plus ressentir dans le cas des mères qui souffrent aussi d’autres formes de discrimination (race, habileté physique, orientation sexuelle ou statut économique).

Les lois et les politiques sociales peuvent aussi contribuer à changer la façon dont on perçoit et on valorise le travail que représente le soin des enfants dans notre société. Nancy White a une chanson dans son album *Momnipotent* qui s’appelle *Stroller Ladies* (les dames aux poussettes) et qui contient ce qui suit : « ... certaines d’entre nous sont des mères qui travaillent pour moins que rien, et c’est nous qui portons les enfants qui vont payer votre vieillesse ». (“...some of us are mothers who are toiling for no wage, it is we who bear the children who will pay for your old age.”) En tant que société, si nous voulons que ce travail continue, nous devons continuer à faire un effort pour comprendre ce que l’*égalité incluant les mères* veut dire. Nous devons aussi continuer à lutter pour être valorisées pour tout ce que nous faisons, pour notre travail de mère autant que pour tout autre travail, et ce, pour notre bien-être et pour celui de nos enfants.

Ceci dit, il est évident que lorsqu’on a un trajet aussi long à faire, on est souvent tenté de se plaindre. « Maman, est-ce qu’on arrive bientôt? » est le titre du dernier livre sur lequel je travaille. Ce livre trace l’évolution du travail de mère ainsi que des lois et politiques sociales qui le régissent, au cours du 20^e siècle au Canada.